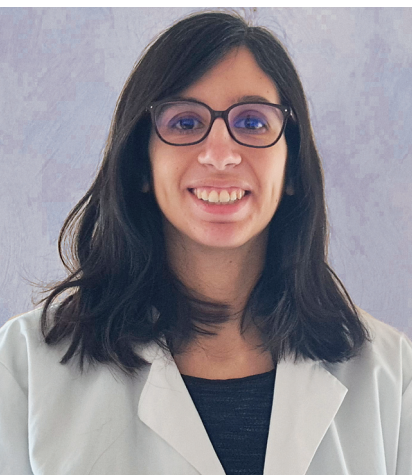


La lettre de L'URPS BIOLOGISTES OCCITANIE



EDITORIAL

UNE OCCASION UNIQUE D'ÉLARGIR NOS MISSIONS

Vous l'aurez compris, cette expérimentation unique en France est l'occasion pour nous de montrer la place du biologiste médical dans la prévention et le dépistage.

On l'attendait depuis plusieurs années, cette demande de distribution de kit de dépistage du cancer colorectal était même mentionnée dans le dernier avenant conventionnel avec l'Assurance Maladie.

L'ARS et le CRCDC nous offrent l'opportunité de montrer notre engagement dans cette mission de santé publique et la plus-value de nos laboratoires, notamment grâce à notre maillage territorial et l'expertise de nos équipes.

Rendez-vous dans quelques mois pour le bilan de cette expérimentation.

Morgane MOULIS, Présidente de l'URPS Biologistes Occitanie

DÉPISTAGE DU CANCER COLORECTAL

FOCUS

BIOLOGISTES MOBILISÉS POUR LE DÉPISTAGE COLORECTAL : UNE EXPÉRIMENTATION UNIQUE EN FRANCE

FACE À UNE PARTICIPATION QUI PLAFONNE AUTOUR DE 30 %, L'OCCITANIE LANCE UNE EXPÉRIMENTATION INÉDITE MOBILISANT LES BIOLOGISTES MÉDICAUX POUR RELANCER LE DÉPISTAGE DU CANCER COLORECTAL. LES PREMIERS KITS SONT ARRIVÉS SUR LES SITES PARTICIPANTS.

Concrètement, le dispositif repose sur deux objectifs opérationnels :

la distribution de 3 500 kits sur l'ensemble de l'Occitanie avec un objectif de taux de réalisation le plus



élevé possible parmi les patients ; et un maximum de biologistes sensibilisés au dépistage ayant réalisé la formation.

« Ce taux sera évalué pour chaque département. Je ne peux que vous inciter à réaliser cette formation que vous soyez distributeur ou non du kit », souligne Morgane Moulis, Présidente de l'URPS Biologistes Occitanie.

Coordonnée par l'URPS, cette phase pilote, unique en France, vise à améliorer la couverture du dépistage régional et pourrait être généralisée à l'échelle nationale dès 2026 selon les résultats.

La participation nécessite une formation e-learning de 45 minutes proposée par le CRCDC, accessible en ligne, condition préalable à la commande des kits.

À l'approche de Mars Bleu, cette formation constitue également un appui pour répondre aux questions des patients. La première commande de 3 500 kits a été passée auprès de la CNAM et les structures participantes ont été livrées ces derniers jours.

(Suite page 2)

AU SOMMAIRE

**PRÉVENTION
DÉPISTAGE DU
CANCER
COLORECTAL EN
OCCITANIE : LES
BIOLOGISTES EN
PREMIÈRE LIGNE**
(LIRE PAGE 1)

**TÉMOIGNAGE
C. BERGOUNHON :
« DEVENIR DES
ACTEURS
PLEINEMENT
ENGAGÉS DANS LA
PRÉVENTION
MÉDICALE »**
(LIRE PAGE 2)

**TÉMOIGNAGE
DR B.VALENTIN :
« LES BIOLOGISTES
ONT DÉJÀ MONTRÉ
LEUR VOLONTÉ DE
S'ENGAGER DANS
LA SANTÉ
PUBLIQUE »**
(LIRE PAGE 3)

**TERRITOIRE
LE GUICHET CPTS
RENFORCE SON
ACTION EN
OCCITANIE ET SE
RAPPROCHE DE
LA FACS**
(LIRE PAGE 4)

Suite de la page 1 >

FOCUS BIOLOGISTES MOBILISÉS POUR LE DÉPISTAGE COLORECTAL : TÉMOIGNAGES

CÉCILE BERGOUNHON, biologiste médicale Inovie Gen-bio : « *Nous avons vocation à devenir des acteurs pleinement engagés dans la prévention médicale* »



« La formation proposée est claire, complète et pédagogique. Elle facilite l'appropriation des informations nécessaires pour mener efficacement cette campagne de prévention. Je suis particulièrement motivée à mettre en valeur le rôle du laboratoire dans le parcours de soin du patient, que ce soit dans le cadre des soins primaires ou, comme ici, dans une mission de prévention. » Plus largement, ce dispositif me semble particulièrement pertinent. Les laboratoires sont fortement implantés sur les territoires et en contact direct et régulier avec les patients pour assurer ces missions d'information et d'orientation. Dans un contexte de désertification médicale, où les médecins disposent de peu de temps pour aborder les enjeux de santé publique, il est essentiel que d'autres acteurs de proximité puissent relayer ces messages. La prévention nécessite d'expliquer, de répéter, de sensibiliser et d'accompagner les patients dans leurs démarches. Un laboratoire de biologie médicale ne se limite pas à une prestation technique : c'est aussi un lieu d'écoute, de conseil et d'accompagnement. Nous avons donc vocation à devenir des acteurs pleinement engagés dans la prévention médicale, comme le dépistage du cancer colorectal.

THOMAS MIGNOT, biologiste médical et président de SELAS Eurofins Interlab

« La formation en ligne organisée par le CRCDC a apporté à de nombreux biologistes de notre structure des informations claires sur les enjeux, les critères d'éligibilité des patients et les modalités pratiques de la campagne



expérimentale de dépistage du cancer colorectal en Occitanie. Le rôle des Laboratoires de Biologie Médicale évolue : traditionnellement situés en aval du parcours de soins, ils deviennent désormais un point d'entrée important grâce au dépistage et à la prévention. Ces missions répondent à une attente croissante des pouvoirs publics et de la population. L'exemple du programme « Mon Test IST », porté par l'Assurance Maladie, illustre cet enjeu : la forte demande et un taux de positivité d'environ 5 % sur notre périmètre montrent l'impact réel de ces dispositifs sur la santé publique. Dans la continuité des priorités fixées par la feuille de route 2026-2030 de l'Institut National du Cancer, qui place la prévention et le dépistage au cœur de la stratégie nationale, la campagne expérimentale de dépistage du cancer colorectal en Occitanie s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Notre structure s'y engage activement, avec près de la moitié de laboratoires impliqués. Nous espérons que cette initiative sera un succès et pourra, à terme, être étendue à d'autres programmes de dépistage, notamment celui du cancer du col de l'utérus, dont le taux de participation reste également préoccupant. » •

QUELQUES INDICATEURS CLÉS POUR MESURER L'AMPLEUR DE L'ENJEU SANITAIRE

- 47 582 nouveaux cas/an
- 17 117 décès/an (2^e cause de décès par cancer)
- 63 % de survie à 5 ans
- 152 000 pers. vivant avec un diagnostic posé dans les 5 dernières années
- 9 cas sur 10 guérissent si dépistés tôt
- > 90 % de survie à 5 ans si dépisté précocement
- Participation au dépistage France (2022-2023)**
- 34,2 % de taux de participation
- Objectif national/UE : 65 %
- 6 174 643 personnes dépistées
- 20 755 841 personnes cibles
- 201 775 tests positifs
- Occitanie**
- 31,3 % de participation (avant-dernière région)
- 532 821 personnes dépistées
- 1 958 350 personnes cibles
- 3,3 % des tests positifs
- > 96 % des résultats sont normaux
- Après test positif :
 - 8 % révèlent un cancer
 - 30 à 40 % révèlent un polype
 - > 50 % ne révèlent aucune anomalie

DÉPISTAGE DU CANCER COLORECTAL EN OCCITANIE : LES BIOLOGISTES EN PREMIÈRE LIGNE

En Occitanie comme dans le reste de la France, le taux de participation au dépistage organisé du cancer colorectal reste insuffisant. Un paradoxe, alors que ce cancer figure parmi les plus fréquents et qu'il est le deuxième plus meurtrier, avec près de 17 000 décès par an. Pour le Centre régional de coordination des dépistages des cancers en Occitanie (CRCDC Oc), l'enjeu est clair : lever les freins et renforcer l'accompagnement pour transformer l'intention en action.

Premier obstacle identifié : la complexité perçue du test immunologique. « *En réalité, il n'y a rien de compliqué dans sa réalisation* », rappelle le Dr Frédéric Deluit, médecin responsable de site et coordonnateur Pôle DOCCR. À condition de suivre les étapes du guide fourni, le prélèvement peut être réalisé facilement à domicile.

Mais la peur demeure. Peur de mal faire, peur du résultat, peur de la coloscopie en cas de test positif. « *Beaucoup de personnes se disent favorables au dépistage, mais ne concrétisent pas* », observe-t-il. Si environ deux tiers des patients se déclarent enclins à participer, seuls 30 % réalisent effectivement le test. « *On perd plus de la moitié des personnes en route.* »

Le taux de tests non analysables, souvent pointé du doigt, reste limité. La fiabilité du test immunologique est reconnue : il détecte des traces de sang invisibles à l'œil nu avec une grande sensibilité et permet même un dosage précis. Dans 94 % des cas, le résultat est négatif et le test est simplement renouvelé deux ans plus tard.

Dans 4 % des cas, il revient positif. Cela ne signifie pas qu'un cancer est présent, mais qu'une coloscopie est nécessaire pour identifier l'origine du saignement. Là encore, la pédagogie est essentielle : l'examen, réalisé sous anesthésie courte, dure une quinzaine de minutes. Il permet non seulement de poser un diagnostic, mais aussi d'enlever d'éventuels polypes, ces lésions bénignes susceptibles d'évoluer vers un cancer. Sur l'ensemble des coloscopies réalisées après un test positif, environ 4 % concluent à un cancer avéré.

Le rôle clé du CRCDC Oc

Le CRCDC Oc, association régionale chargée de promouvoir et de coordonner les dépistages organisés des cancers, assure la mise en œuvre du dispositif dans chaque département et le suivi des patients, notamment en cas de résultat positif. L'objectif est de s'assurer que chaque personne concernée intègre un parcours de soins adapté afin de maximiser ses chances de guérison.

Pour l'organisme, la priorité est de lever les freins à la participation. « *Il faut dédramatiser, rassurer, accompagner* », insiste le médecin. La simple remise d'un kit ne suffit pas : l'explication et la mise en confiance sont déterminantes.

Une expérimentation régionale ambitieuse

C'est dans cette logique qu'a été lancée une expérimentation régionale portée conjointement par l'URPS des biologistes, l'ARS Occitanie et le CRCDC Oc. L'idée : renforcer le rôle des biologistes médicaux dans la distribution et l'accompagnement autour du test.

« *Le rôle des biologistes est fondamental* », souligne le Dr Deluit. Experts de la chaîne analytique, de la délivrance du kit à l'interprétation des résultats, ils disposent de l'expérience nécessaire pour accompagner les patients et sécuriser le processus. Leur intervention vise notamment à améliorer le « taux de transformation » entre kits remis et tests effectivement réalisés, indicateur clé du projet.

Un stock de 3 500 kits a été constitué dans le cadre de cette phase expérimentale. Si les résultats sont concluants, une généralisation pourrait être envisagée.

Le dépistage s'adresse aux personnes âgées de 50 à 74 ans, sans symptôme digestif ni antécédent personnel ou familial à risque. Avant toute remise de kit, un questionnaire est indispensable pour vérifier cette éligibilité.

Pour garantir la qualité de cette étape, le CRCDC Oc a mis à disposition des biologistes une formation en e-learning de 45 minutes, conforme au cahier des charges national. Elle vise à encadrer la délivrance des kits et à assurer une information claire et adaptée aux patients.

Une mission de santé publique collective

Face à l'augmentation annoncée des cancers au niveau mondial, l'enjeu dépasse le seul cadre régional. Médecins, biologistes, infirmiers : tous sont appelés à participer à cette mission de santé publique.

Pour le CRCDC Oc et ses partenaires, les conditions sont réunies pour faire progresser la participation en Occitanie. « *Tous les ingrédients sont là pour que ce projet expérimental soit concluant et qu'il profite aux patients* », conclut le Dr Deluit. L'enjeu : transformer l'intention en action, et faire du dépistage un réflexe de prévention.



DR BERNARD VALENTIN, directeur général du Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers Occitanie (CRCDC-Oc) :

« *Les biologistes ont déjà montré leur volonté de s'engager dans la santé publique* »



Les biologistes peuvent-ils aussi jouer un rôle dans les messages de prévention ?

Oui, bien sûr. Au moment de la remise du test, ils peuvent rappeler son importance et expliquer son fonctionnement. Mais il ne faut pas imaginer qu'ils vont passer une heure avec chaque patient. Ce sera bref, mais chaque message compte. Si l'on améliore un peu l'information à chaque contact, on augmente mécaniquement les chances de participation.

Pourquoi la participation reste-t-elle aussi faible, notamment en Occitanie ?

Le dépistage concerne des personnes asymptomatiques. Par définition, elles n'ont aucun signe de maladie. Quand on ne ressent rien, on repousse. C'est humain. Et cela concerne tous les milieux socio-économiques. Ce n'est pas une question de catégorie sociale ou de niveau d'études.

En France, la prévention repose essentiellement sur le volontariat. Il n'y a ni mesures incitatives fortes ni contraintes. Dans certains pays, c'est différent. En Israël, par exemple, si vous consultez un médecin sans être à jour de vos dépistages, on peut vous demander de les réaliser avant toute autre prise en charge. En Allemagne ou en Espagne, les patients reçoivent une invitation avec un rendez-vous déjà fixé. Il suffit de s'y présenter. Chez nous, prendre un rendez-vous peut devenir un parcours du combattant. On ne facilite pas les choses. Tant que l'on ne mettra pas en place des mesures plus incitatives, il sera difficile d'atteindre des taux élevés.

Un message à adresser aux professionnels de santé ?

Ils connaissent parfaitement les enjeux. Nous parlons d'un cancer fréquent, responsable de nombreux décès chaque année, alors qu'il peut être dépisté précocement. C'est aussi un cancer que l'on peut en partie prévenir grâce à une hygiène de vie adaptée : alimentation équilibrée, activité physique, réduction du tabac et de l'alcool. Nous avons les outils. Il faut simplement les utiliser davantage.

Quel est aujourd'hui le rôle concret des biologistes dans le dépistage du cancer colorectal ?

Aujourd'hui, environ 30 % des personnes éligibles réalisent le test en France, un niveau très inférieur aux 65 % recommandés au niveau européen. C'est regrettable, car même avec ce seul pourcentage, on estime que l'on sauve déjà 2 500 vies par an. Si nous atteignons 65 % de participation, ce seraient environ 6 500 vies épargnées.

Le diagnostic précoce permet de guérir ce cancer ; lorsqu'il est découvert à un stade avancé, il est souvent trop tard. Au départ, le dépistage reposait essentiellement sur les médecins. Mais ils sont d'abord dans le soin, pas dans la prévention. On s'est rendu compte que cela ne suffisait pas. Il a donc fallu élargir à d'autres professionnels de santé. En Occitanie, une expérimentation a été menée avec des infirmières libérales et les textes ont évolué : désormais, les infirmières peuvent distribuer les tests après une formation. L'idée, avec l'URPS biologistes, est d'étendre cette possibilité aux laboratoires.

Pourquoi intégrer les laboratoires dans ce dispositif ?

Parce que le modèle fonctionne ailleurs. Les pharmaciens ont commencé à distribuer les tests il y a deux ans et, aujourd'hui, ils en délivrent plus que les médecins. C'est logique : il est plus simple pour un patient de pousser la porte d'une pharmacie que de prendre rendez-vous chez son médecin.

Les laboratoires ont un fonctionnement assez proche : les patients s'y rendent régulièrement pour des analyses. C'est l'occasion de faire le point sur les dépistages, les vaccinations, ou d'autres actions de prévention. Le maillage territorial des laboratoires est dense, c'est un atout important.

Les biologistes ont déjà montré leur volonté de s'engager dans la santé publique, que ce soit pour la vaccination ou pour le dépistage du cancer du col de l'utérus, puisque les pharmaciens biologistes peuvent désormais réaliser des frottis.

EN PRATIQUE

L'ARS OCCITANIE VEUT MOBILISER LES BIOLOGISTES POUR BOOSTER LE DÉPISTAGE

À l'occasion de la campagne nationale Mars Bleu, l'ARS réfléchit à élargir la distribution des kits aux biologistes médicaux, après une première expérimentation menée avec les infirmiers.

« L'idée, pour nous, est simple : améliorer la participation.

En juin dernier, nous avons lancé une expérimentation avec les infirmiers pour leur permettre de distribuer des kits de dépistage du cancer colorectal. Les textes nationaux ne le prévoient pas encore officiellement, mais nous avons voulu avancer. Et nous envisageons la même chose pour les biologistes médicaux », explique Catherine Choma, directrice de la santé publique au sein de l'ARS.



En l'absence de texte national, une expérimentation est lancée en Occitanie. « Les professionnels volontaires doivent suivre une formation et la valider. Ensuite, le Centre régional de coordination des dépistages des cancers (CRCDC) leur fournit des kits. Ils en reçoivent trois au départ ; une fois

utilisés, le CRCDC en remet à disposition. »

Objectif : augmenter les taux de participation. « En Occitanie, nous avons trois dépistages organisés : le cancer du sein, le cancer du col de l'utérus et le cancer colorectal. Pour le sein et le col de l'utérus, les taux dépassent les 50 %, même si nous ne sommes pas encore aux 70 ou 80 % recommandés. En revanche, pour le cancer colorectal, nous sommes à 32 %. C'est très bas et clairement insatisfaisant. »

L'IMPORTANCE DU CONTACT HUMAIN

Si les résultats chiffrés de l'expérimentation avec les infirmiers ne sont pas encore disponibles, l'ARS observe déjà qu'une remise du kit en main propre, accompagnée d'un échange, favorise la réalisation effective du test. « Le contact humain change tout. » Elle souligne également les nombreux avantages d'une collaboration avec les biologistes médicaux. Outre leur présence sur l'ensemble du territoire, ils sont en

contact régulier avec les patients pour des prises de sang ou des analyses. « C'est une occasion idéale pour rappeler l'existence du dépistage. »

« Le biologiste a accès à la date de naissance. Le dépistage organisé concerne les personnes âgées de 50 à 74 ans, sans facteur de risque particulier. Si le patient n'a pas réalisé le test depuis deux ans, il est éligible.

Le biologiste peut alors expliquer la démarche et remettre le kit. Plus le cancer colorectal est détecté tôt, plus il se soigne facilement, avec moins de séquelles. À un stade avancé, les traitements peuvent être lourds : chirurgie, chimiothérapie, parfois ablation d'une partie du côlon. En détectant tôt, on améliore la survie, mais aussi la qualité de vie. » Dans un premier temps, les biologistes participant à l'expérimentation ne seront pas rémunérés.

« L'objectif est aussi de démontrer l'efficacité du dispositif pour faire évoluer la réglementation nationale. Nous pouvons et devons mieux faire. Le dépistage du cancer colorectal est simple, gratuit et efficace. En mobilisant davantage de professionnels de santé, notamment les biologistes médicaux, nous espérons lever les freins et sauver des vies. »

LE GUICHET CPTS RENFORCE SON ACTION EN OCCITANIE ET SE RAPPROCHE DE LA FACS

Le Guichet CPTS d'Occitanie entame une nouvelle phase de son développement. Alors que près de 92 % du territoire régional est désormais couvert par une Communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS), la structure d'appui adapte ses missions et officialise son rapprochement avec la Fédération des acteurs de la coordination en santé (FACS). Le Guichet CPTS a pour vocation d'accompagner les CPTS tout au long de leur cycle de vie. De la phase de création jusqu'au fonctionnement opérationnel, le Guichet assure un rôle de



soutien technique et stratégique.

« Nous intervenons dès la rédaction du projet de santé, en appui des échanges avec les tutelles. Les professionnels sont des soignants, pas des spécialistes du montage administratif », rappelle Richard Manavit, son coordinateur récemment nommé. Une fois l'accord conventionnel signé, l'accompagnement se poursuit : gouvernance, gestion budgétaire, ressources humaines, outils administratifs... Le guichet produit également des guides pratiques, webinaires et notes techniques pour aider les CPTS à atteindre leurs objectifs fixés par l'ARS et l'Assurance maladie.

UNE COUVERTURE TERRITORIALE PRESQUE COMPLÈTE

Après plusieurs années consacrées à la structuration et à la création des CPTS, l'enjeu évolue : il ne s'agit plus seulement de créer, mais de consolider et de faire monter en maturité les structures existantes. Jusqu'à fin 2025, le Guichet CPTS fonctionnait comme une association autonome, avec une gouvernance réunissant les URPS de la région. Le rapprochement engagé avec la FACS vise à renforcer l'impact des actions sur le territoire. « L'objectif n'est pas de perdre notre autonomie, mais de mutualiser nos forces. Nous conservons notre gouvernance, tout en développant des projets communs », précise le coordinateur.

Ce rapprochement permet notamment des réponses conjointes à des appels d'offres, notamment en cancérologie ; une meilleure articulation avec les Dispositifs d'appui à la coordination (DAC) ; et un partage d'expertises et de fonctions supports (comptabilité, communication). Les équipes de Montpellier s'installeront prochainement dans les locaux de la FACS, tandis qu'un rapprochement immobilier est à l'étude pour Toulouse. Au-delà de l'aspect organisationnel, ce rapprochement ouvre la voie à de nouveaux projets. Le guichet et la FACS ont déjà travaillé ensemble sur des parcours en cancérologie et sur des réflexions sur la responsabilité populationnelle.

La fréquence de publication de *la Lettre* est réduite à 6 numéros par an. L'envoi papier est restreint à certains acteurs.

Vous pouvez retrouver *la Lettre* en version numérique sur le site internet de l'URPS :

<https://www.urps-biologistes-occitanie.fr/la-lettre-de-l-urps/> ou en scannant le QRcode ci-contre >



LA LETTRE DE L'URPS BIOLOGISTES OCCITANIE
URPS.BIOLOGISTES.MP@GMAIL.COM

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : MORGANE MOULIS, PRÉSIDENTE DE L'URPS

RÉALISATION & DESIGN : AGENCE LSP - PIERRE LASRY

RÉDACTION : JULIE PHILIPPE

COPYRIGHT 2025 - MONTPELLIER - TOULOUSE

RETROUVEZ-NOUS SUR LE SITE URPS :
[urps-biologistes-occitanie.fr](https://www.urps-biologistes-occitanie.fr)

L'URPS Biologistes Occitanie est une association, regroupant les biologistes responsables, dont le but est de contribuer à l'organisation et à l'évolution de l'offre de santé au niveau régional, notamment à la préparation du projet régional de santé et à sa mise en œuvre. Elle peut conclure des contrats avec l'Agence Régionale de Santé (ARS Occitanie) et assurer des missions particulières impliquant les professionnels de santé libéraux dans les domaines de compétence de l'agence. Elle assume les missions qui lui sont confiées par les conventions nationales prévues au titre VI du livre Ier du code de la sécurité sociale.